

## **DEBAT NATIONAL SUR L'AVENIR DE L'ECOLE**

**1<sup>er</sup> décembre 2003 - 14h00/17h00**

**Centre Jean Morette - Fameck**

Animateur : **M. GIUBILEI**

Personne ressource : **Mme FABBRI**

Responsables de l'accueil : **Mme FAEDI**

**M. GRANDJEAN**

Secrétaires : **Mme PEPE**

**Melle URSO**

En préambule, l'animateur a précisé le cadre des interventions : toute prise de parole se devra d'être citoyenne, chacun par ailleurs libre de se présenter.

Les deux sujets abordés concernent les domaines suivants :

I – La définition des missions de l'école avec pour sujet : «Quelles sont les valeurs de l'Ecole Républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ? »

II – La réussite des élèves avec pour sujet : « Comment prendre en charge les élèves en grande difficulté ? »

### **I – LES VALEURS DE L'ECOLE REPUBLICAINE**

L'animateur a proposé que le débat soit articulé autour de trois mots clefs, à savoir, la liberté, la laïcité et en premier point les savoirs.

#### **1° LES SAVOIRS**

Dans la transmission des savoirs faut-il privilégier l'instruction ou la préparation à la vie professionnelle ? Les premiers échanges entre parents d'élèves et élus mettent l'accent sur les diplômes : ces titres, obtenus aux termes d'une scolarité, sont-ils en adéquation avec les besoins du monde du travail ?

Constat est fait que les diplômes constituent un atout, si l'on considère que la crise économique touche davantage les personnes les moins qualifiées, mais les intervenants soulignent le manque d'expérience et de réflexion sur la vie professionnelle dans la formation des élèves d'aujourd'hui : ils attirent également l'attention sur l'importance qu'il y a à revaloriser les métiers manuels et à maintenir certaines filières de formation professionnelle dans les lycées, et dans la région plus particulièrement.

A partir de là, le problème de la suffisance des bases acquises à l'école a été posé, ainsi que celui de la valeur des diplômes. « Les diplômes se sont adaptés à la valeur des élèves. Ne doit-on pas faire l'inverse ? »

Les propositions qui sont faites pour répondre à cette interrogation mettent en avant le double rôle que doit tenir l'Ecole républicaine dans sa mission : instruire mais aussi éduquer. « L'école doit motiver les élèves pour les aider à développer leurs capacités (et pas seulement intellectuelles) et permettre leur épanouissement » dans l'acquisition des savoirs et leur application. En ce sens, le débat se poursuit pour savoir comment inscrire cette mission éducative dans les programmes. Parents et enseignants expriment alors leur point de vue sur la manière d'aborder l'instruction civique à l'école : doit-on retourner aux leçons de morale avec des leçons d'instruction civique programmées ? Doit-on en faire à tout moment de façon diffuse, comme c'est apparemment le cas.

Les débatteurs ont par ailleurs rappelé que l'école seule, ne peut rien faire : les parents aussi, doivent travailler dans ce sens.

L'ultime intervention sur ce sujet, a fait apparaître la nécessité de former les enseignants dans un climat de sérénité et de participation active, plutôt que de façon directive, même si « l'esprit critique vient après la formation ».

## **2° LA LIBERTE**

La première prise de parole propose une description des liens qui régissent la relation entre les élèves et l'institution : l'élève est là pour apprendre ; l'institution a les savoirs. La liberté de l'individu et l'autorité de l'institution doivent trouver leur équilibre dans le respect de la fonction de chacun : élève et enseignant. Donner des règles de vie à l'enfant est une évidence admise par l'ensemble des intervenants : l'autorité doit venir canaliser la liberté afin que la personnalité de l'enfant puisse se construire, avec des contraintes établies par l'école, mais aussi par les parents.

Enseignants et parents font alors part des obstacles rencontrés au quotidien pour mener à bien cette tâche :

- la difficulté qu'ont certaines familles à assumer leur responsabilité parentale
- le manque de moyens et de temps accordés aux enseignants pour dialoguer avec les parents en difficulté, ou pour resserrer les liens Ecole/Famille
- la difficulté à définir la notion d'autorité. Il est demandé aux enseignants d'éditer des règles d'éducation à la citoyenneté, mais il n'y a aucun cadre commun sur lequel se fonder pour les valider. « L'institution ne sait où commence et où s'arrête son autorité ». L'un des intervenants propose comme solution de légiférer, afin de redéfinir des cadres communs.
- autre pierre d'achoppement, l'abstraction faite par les jeunes de la notion d'autorité, alors qu'ils sont conscients de leur droit à la liberté. Une suggestion est faite, celle de proposer dans les écoles des espaces d'autorité et des espaces de liberté afin d'aider les élèves à se construire des repères, et leur permettre de s'épanouir en choisissant des matières ou des activités plus ludiques.

Un enseignant fait part d'expériences orientées dans ce sens, en éducation physique, avec un manque de motivation des jeunes, il fait ainsi apparaître la difficulté qu'il y a à s'épanouir dans une matière pour laquelle on est noté. (musique, dessin, chant)

## **3° LAICITE**

Un précepte est énoncé dans l'assemblée : il a fallu 100 ans pour conquérir la laïcité, il faut se battre pour la conserver.

Le débat se poursuit avec une série d'interventions visant à définir le terme de laïcité :

- La laïcité est-elle la modernité ? Cette idée est contestée par une grande partie du public.
- C'est une des éthiques de la République : vivre ensemble en respectant la liberté des autres. L'école doit permettre à l'enfant de s'intégrer à la République par une neutralité totale vis-à-vis de la religion.

Le statut particulier de la région Alsace/Moselle est évoqué : l'enseignement religieux apporte un bémol à cette exigence de neutralité. La particularité du régime local est comparée à une boîte de Pandore que l'on n'ose ouvrir de par la complexité de ses implications.

Plusieurs parents interviennent pour émettre des avis divergents sur le bien-fondé d'un débat sur la laïcité ? L'idée de dialogue avec les élèves est avancée. La majorité des interventions mettent toutefois en avant la nécessité de légiférer afin que les religions s'adaptent pour ne pas perturber l'école : le refus du « voile à l'école » est un principe clairement énoncé.

Les enseignants qui s'expriment, insistent sur la distinction qui doit être faite entre :

- le culte dont les signes ostentatoires sont à bannir, car ils sont porteurs d'une idéologie qui veut s'immiscer dans l'école
- la culture qui a sa place dans les programmes d'histoire, avec l'étude des religions pour tous les élèves.

La nuance à faire, est celle qui distingue ce qui relève de l'enseignement religieux de ce qui relève de la connaissance des religions.

## **II – COMMENT PRENDRE EN CHARGE LES ELEVES EN GRANDE DIFFICULTE ?**

Les enseignants répondent à une question préliminaire posée par l'animateur sur le sens de l'expression « en grande difficulté » et l'assimilent à l'échec scolaire.

Les participants au débat sont ensuite invités à s'exprimer pour faire un constat de la situation et proposer des solutions.

### **1° ANALYSE DE LA SITUATION**

Les parents qui s'expriment s'interrogent sur le fait qu'on laisse passer dans les classes supérieures des enfants en échec dans les apprentissages en général et dans celui de la lecture en particulier.

Les enseignants expliquent alors l'organisation de l'apprentissage dans les cycles, et évoquent le problème du maintien, perçu parfois comme une sanction par les familles : par ailleurs, est-il une aide dans tous les cas de figure ?

La défaillance du milieu familial ou socio culturel est présentée comme une des causes des échecs scolaires :

- lors des réunions de rentrée, les parents des enfants en difficulté ne sont pas présents
- il n'y a pas de suivi dans l'apprentissage de la lecture à la maison
- le problème de la gratuité de l'école peut être posé
- certains s'interrogent sur l'utilisation de la prime de rentrée par certains foyers.
- certaines familles ne facilitent pas l'intégration de leur enfant en refusant d'apprendre la langue française

D'autres causes sont par ailleurs exposées.

Les témoignages des enseignants confrontés aux enfants en grande difficulté soulignent l'aspect politique (au sens étymologique du terme, « qui concerne la cité ») du problème. **C'est une question de moyens.**

- La suppression de postes, de filières a une incidence sur les élèves fragiles.
- Les postes affectés à l'enseignement spécialisé sont insuffisants. Quel est leur avenir ? Quel est celui des classes spécialisées.
- La formation des enseignants à l'I.U.F.M. ne comporte aucun module concernant les enfants en grande difficulté.
- Le nombre de personnes qui constituent le R.A.S.E.D. est le même pour une zone comme Thionville centre que pour une zone comme Fameck ; pourtant identifiée comme prioritaire : en maternelle les interventions se limitent donc à la grande section

L'intégration d'enfants en grande difficulté, en raison d'un handicap ne peut porter ses fruits que si elle s'effectue dans de bonnes conditions : avec du personnel et des moyens financiers.

Dernier point mis en avant, l'incapacité de certains élèves à accéder aux compétences normales définies par le système, par manque de maturité, en raison d'un handicap, par refus de l'école.

L'une des intervenantes souligne la difficulté qu'il y a à apporter des réponses collectives à des problèmes individuels.

## **2° PROPOSITIONS DIVERSES DU PUBLIC**

- Favoriser la scolarisation des deux ans dans les Z.E.P.
- Constituer des classes avec des élèves en difficulté et des élèves en réussite afin de créer une osmose.
- Avoir un enseignant supplémentaire par école pour une aide plus efficace.
- Gestion des primes de rentrée par les établissements scolaires.
- Réinstaurer les devoirs à la maison.
- Accompagner les familles dans l'alphabétisation.
- Maintenir, quand c'est le cas, des classes à effectifs réduits, généraliser cette organisation.

De la synthèse de ce dernier point abordé, il ressort une idée qui constitue **une des priorités** pour l'école mise en avant par le débat.

L'expression « enfant en difficulté, en grande difficulté » ne se réfère pas à une situation possible mais à une réalité de la vie dans les classes, réalité que l'Education nationale doit reconnaître par la mise en place des réformes.

- Consacrer un temps conséquent dans la formation des enseignants afin de mieux repérer ou prévenir les situations d'enfants en difficulté.
- Augmenter le nombre de postes d'enseignants spécialisés, pour les classes spécialisées, mais aussi pour qu'ils interviennent dans toutes les classes.

**La seconde priorité** qui est apparue au travers des propos tenus, concerne la laïcité : les discussions ont fait apparaître que si la culture a sa place à l'école ce n'est pas le cas pour le culte : afin que les enseignants puissent se référer à un cadre commun pour s'exprimer et pour agir, il convient aux institutions de légiférer et déterminer quels sont les signes extérieurs liés au culte et porteurs d'une idéologie.

**La dernière idée** qui a dominé les débats fait référence à la mission de l'Ecole : mener les enfants à la réussite. Le succès ne passe pas par l'allongement du cursus scolaire ou par l'acquisition de diplômes à tout prix, quand un élève n'est plus présent mentalement à l'école, pour diverses raisons. Concrètement il s'agit de concilier enseignement et éducation afin de revaloriser les métiers manuels et la formation professionnelle :

- en maintenant certaines filières, voire même en élargissant le choix des orientations proposées,
- en abordant ouvertement le problème lors des entretiens, d'orientation des élèves, et au moment de choisir l'orientation, pour ouvrir et construire un dialogue.